

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Grèce-Union européenne

Le bras de fer s'accentue

- D&S, la revue - Les éditos de "la lettre de D&S" -

Date de mise en ligne : vendredi 8 mai 2015

Démocratie & Socialisme

Le gouvernement grec a retiré de la table des négociations Yannis Varoufakis qui était devenu la bête noire des ministres des Finances de l'Eurogroupe. Ceux-ci avaient essayé de cristalliser sur celui qui reste le ministre des Finances grec, leur opposition à la politique du gouvernement Tsipras. Leur but est de faire du ministre grec le bouc émissaire de l'échec de la réunion des négociations de Riga, la semaine dernière, et d'une éventuelle sortie de la Grèce dont la Commission européenne et les dirigeants des Etats européens porteraient, pourtant, l'entière responsabilité.

Il n'est pas sûr, cependant qu'ils aient gagné au change car l'équipe des négociateurs grecs (travaillant en étroite collaboration avec Yannis Varoufakis) sera Euclides Tsakalotos, ministre adjoint des Affaires étrangères et membre de l'aile gauche de Syriza !

L'Union européenne continue sa « stratégie du noeud coulant ».

Elle veut non seulement faire en sorte que Grèce accepte de se pendre mais qu'en plus, elle tresse elle-même la corde. Elle fait tout pour que ce soit le Parlement grec qui adopte des mesures de réduction des salaires, des pensions et accélère les privatisations.

Les concessions faites par le gouvernement grec pouvaient laisser croire que l'UE allait arriver à ses fins mais le rapport de forces paraît aujourd'hui nettement plus équilibré, la population grecque appuyant, dans sa grande majorité, la politique de Syriza.

La « ligne rouge » de Syriza

Le gouvernement grec a accepté de faire de nombreuses concessions. Il avait envoyé, le 24 février, la liste des « réformes » qu'il comptait mettre en oeuvre. Il en a envoyé trois autres depuis.

Mais Syriza s'est fixé une « ligne rouge » qu'il ne veut pas franchir, la remise en question du coeur de son programme : mise en oeuvre d'un plan d'urgence humanitaire, refus de nouvelles coupes dans les salaires, les pensions ou la Sécurité sociale, refus d'une nouvelle « libéralisation » du marché du travail.

Alexis Tsipras déclarait le 31 mars devant le Parlement grec : « *Nous cherchons un compromis honnête avec nos partenaires, mais ne vous attendez pas à ce que nous signions une reddition sans condition. C'est pourquoi nous sommes attaqués sans pitié mais c'est la raison pour laquelle la société nous soutient.* »

Il précisait, ensuite, la politique du gouvernement grec : « *il est crucial que les recettes provenant de l'utilisation de la propriété publique ne soient pas jetées dans un gouffre sans fond pour le remboursement de la dette mais placées là où le pays en a besoin, la sécurité sociale, la croissance* ».

La Grèce est aujourd'hui totalement isolée face à l'ensemble des autres Etats européens. Depuis Lisbonne, le mois dernier, Manuel Valls enfonçait le clou en demandant à la Grèce « *une liste de réformes plus profondes* ». Ces « réformes plus profondes » sont celles exigées par la Commission européenne et la BCE : une nouvelle baisse des salaires et des pensions, une nouvelle augmentation de la TVA, de nouveaux plans de licenciements dans la

fonction publique. Ces réformes ont déjà provoqué une triple catastrophe en Grèce : une catastrophe économique (une chute de 26 % du PIB depuis 2009) , une catastrophe sociale (27 % de la population active au chômage) et une catastrophe financière (la dette publique a augmenté de 113 % à 187 % du PIB entre 2009 et 2014) ! Mais Manuel Valls demande d'approfondir encore cette catastrophe !

Le collectif pour un audit citoyen lance un appel « La Grèce, une chance pour l'Europe » , signé par de nombreuses personnalités et soutenu par des responsables politiques issus de toute la gauche. Il demande instamment à François Hollande de s'opposer à l'étranglement financier de la Grèce et de la démocratie en Europe, et conclut sur un appel à mobilisation pour la semaine d'action européenne contre l'austérité et en soutien au peuple grec du 20 au 26 juin dans toute l'Europe.

Vous pouvez signer et diffuser [l'appel sur le site du « collectif audit citoyen »](#)